Un rapport du Conseil de l'Europe appelle le Monténégro à être plus proactif dans les investigations et les poursuites concernant les délits de blanchiment de capitaux

Strasbourg, 23.06.2015 – Dans un [rapport](#) publié aujourd'hui, le Comité anti-blanchiment du Conseil de l'Europe ([MONEYVAL](#)) appelle le [Monténégro](#) à identifier les obstacles légaux et concrets qui freinent les enquêtes et les poursuites pour blanchiment de capitaux, et à établir une politique effective pour des investigations financières proactives.

Le rapport, qui analyse la mise en œuvre des normes internationales et européennes sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, se base sur les informations communiquées par les autorités monténégrines et les conclusions de la visite effectuée au Monténégro par des experts de MONEYVAL en mars 2014.

Le rapport conclut que l'infraction de blanchiment incriminée dans la législation monténégrine est maintenant largement conforme aux dispositions de la Convention de Vienne contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes et de la Convention de Palerme contre la criminalité transnationale organisée. Des dispositions ont été mises en place pour la responsabilité des personnes morales. Toutefois, les autorités n'ont pas été très efficaces dans l'obtention de condamnations effectives de délinquants.

Le champ infractionnel du financement du terrorisme a été étendu pour couvrir le financement d'organisations terroristes et d'individus terroristes sans qu'il soit nécessaire que le financement soit en lien avec la commission d'un acte terroriste spécifique. Toutefois, ce champ infractionnel reste encore limité puisqu'il ne couvre pas tous les actes visés par les traités antiterroristes. Aucune enquête et poursuites pour financement du terrorisme n'ont été menées. De plus, les autorités n'ont toujours pas mis en place un régime adéquat pour geler les actifs terroristes.

Le cadre légal régissant la confiscation et les mesures provisoires n'est pas suffisamment complet, et ces dispositions ne sont pas activement appliquées : il y a eu un très petit nombre de cas seulement où des biens ont été saisis et confisqués dans des affaires de blanchiment de capitaux, et aucun de ces cas ne concernait des infractions qui génèrent des produits du crime et relèvent du financement du terrorisme.

La base légale pour le fonctionnement de la Cellule de renseignement financier (CRF) est solide. La FIU semble indépendante sur le plan opérationnel et, dans une certaine mesure, s'acquitte efficacement de sa mission d'analyste. Toutefois, sur le plan pratique, la manière dont elle transmet les notifications aux services de poursuite doit être améliorée.

Le système de détection du transport transfrontalier physique de devises et d'instruments au porteur négociables tels que des chèques et des billets à ordre est significativement affaibli : en cas de manquement à l'obligation déclarative ou de fausse déclaration, les douanes n'ont pas compétence pour obtenir de plus amples informations de la part de la personne qui transporte les devises ou instruments au porteur négociables, ni pour les stopper ou les confisquer.

Le secteur financier du Monténégro a une connaissance adéquate des mesures préventives telles que le devoir de vigilance à l'égard de la clientèle et la tenue de registres. Cependant, l'obligation de signaler les soupçons de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme n'est pas appliquée efficacement. Le secteur non financier est très peu au fait des mesures préventives. Les autorités devraient améliorer davantage le cadre légal régissant les mesures préventives et son application effective.

Les autorités de supervision financière sont dotées de pouvoirs adéquats pour superviser les institutions financières et veiller à ce que ces dernières appliquent les mesures préventives, toutefois, la supervision elle-même n'est pas toujours efficace. Les autorités de supervision ont infligé un faible nombre de sanctions. Le cadre de supervision pour le secteur non financier nécessite d'être significativement amélioré.

En dépit de dispositions légales en vigueur pour la coopération entre autorités compétentes au niveau national, dans la pratique, la coordination opérationnelle nécessite des améliorations afin que les informations circulent convenablement entre les services compétents. La plupart des autorités coopèrent activement avec leurs homologues étrangers, sur le plan formel comme de manière informelle.

MONEYVAL continuera à suivre la mise en œuvre des recommandations par le Monténégro grâce à sa procédure de suivi renforcé. La Plénière a décidé d'appliquer l'étape 1 des Procédures de conformité renforcées. Il a été demandé au Monténégro de rendre compte à la Plénière de MONEYVAL d'avril 2016.

Le Comité d'experts sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (MONEYVAL) est un organe du Conseil de l'Europe qui évalue la conformité avec les normes internationales et européennes destinées à lutter contre le blanchiment de l'argent et le financement du terrorisme ainsi que l'efficacité de leur mise en œuvre et adresse aux autorités nationales des recommandations concernant les améliorations qu'il convient d'apporter à leur système. MONEYVAL assure le suivi de 28 États membres du Conseil de l'Europe, ainsi que d'Israël, du Saint-Siège (y compris l'État de la Cité du Vatican), et des dépendances de la Couronne britannique que sont Guernesey, Jersey et l'île de Man. Le Monténégro est devenu membre à part entière de MONEYVAL en juillet 2007.

Contact : [Tatiana Baeva](#), Porte-parole/Attachée de presse, Tél. +33 3 88 41 21 41